



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

20 octobre 2015

Pratiquement tous les quotidiens, parus ce jour, ont rapporté la visite de courtoisie effectuée par les ambassadeurs de France et du Japon, auprès de la mairesse d'Antananarivo. De nombreux titres ont également porté l'attention sur le cas de famine qui affecte actuellement la région Sud et sur l'ouverture de la seconde session parlementaire ordinaire, aujourd'hui. A ce propos, les journaux estiment que ces 60 jours de réunion s'avèreront très mouvementés.

Collectivités territoriales décentralisées

CUA : LALAO RAVALOMANANA RECOIT LA VISITE DE DEUX AMBASSADEURS

Lalao Ravalomanana a reçu, hier à l'Hôtel de Ville d'Analakely, les ambassadeurs du Japon et de France, dans le cadre d'une visite de courtoisie. Ces rencontres ont abouti à une perspective de coopération entre la Commune Urbaine d'Antananarivo et les deux pays concernés. Si le Japon n'a donné aucune précision sur la nature des aides qu'il compte apporter, la France a évoqué un appui dans le cadre du développement urbain, notamment dans le domaine des transports urbains, la réhabilitation routière, la gestion des eaux usées, l'assainissement et l'éducation. Ces projets seront concrétisés par le biais d'une collaboration entre la Région Ile-de-France, l'Agence Française pour le Développement et l'Institut des Métiers de la Ville, partenaire privilégié de la CUA. Par ailleurs, en marge de ces rencontres, la mairesse de la capitale a précisé que la commune se prépare déjà à faire face à la période cyclonique. Elle envisage en ce sens de mettre en place des abris destinés à l'hébergement des futurs sinistrés ainsi que le curage des canaux d'évacuation des eaux usées. (**Midi Madagasikara p.4 ; L'Express de Madagascar p.9 ; Les Nouvelles p.9 ; Madagascar-Laza p.2 ; La Gazette de la Grande Ile p.4 ; La Vérité p.5 ; Tia Tanindrazana p.3 ; Takoritsika p.3**)

- **Madagascar Matin** adopte une approche négative dans la couverture de ces rencontres en affirmant que la CUA et sa mairesse n'ont bénéficié d'aucun engagement financier de la part de l'ambassadeur de la France. (**p.3**)

TALAMATY : LE NOUVEAU MAIRE ACCUSÉ DE DIFFAMATION CONTRE LA PRESIDENTE DU CONSEIL MUNICIPAL

La présidente du conseil municipal de la commune de Talatamaty a porté plainte contre le nouveau maire et ce, pour diffamation. Les faits remontent au mois d'août lorsque Rado Razafindratsimba a effectué une publication, jugée diffamatoire, sur les réseaux sociaux et qui a, ensuite, été relayée dans des tracts éparpillés dans toute la commune. Le premier magistrat de la commune a par conséquent été appelé à comparaître devant la justice, une audience qu'il a d'ailleurs assurée s'être bien déroulée. En dépit de tout, le nouveau maire a fait part de sa volonté de collaborer avec le conseil municipal et plus précisément, avec sa présidente. (**Madagascar-Laza p.2**)

Politique interne

RENTREE PARLEMENTAIRE CE JOUR : DE VIVES DISCUSSIONS EN VUE

Tel que le prévoient le calendrier et les textes en vigueur, l'Assemblée nationale tiendra sa seconde session parlementaire ordinaire le troisième mardi du mois d'octobre. En clair, cette réunion ordinaire s'ouvrira aujourd'hui, dans l'après-midi, au palais de Tsimbazaza et suscite, déjà de nombreuses réactions de la part des quotidiens.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- **Midi Madagasikara** redoute une session ordinaire particulièrement houleuse au regard du climat politique délétère actuel, en raison de l'incertitude d'un remaniement gouvernemental et de la concrétisation du Pacte de responsabilité ainsi que l'insécurité grandissante dans le Sud de l'Ile et les rumeurs de destitution du Bureau permanent de l'Assemblée nationale. (p.3)
- **L'Express de Madagascar** présage également des « perturbations » durant ces soixante jours de « joutes parlementaires ». Le journal rapporte d'ailleurs que la session n'a même pas commencé que les parlementaires, partisans du pouvoir, opèrent déjà des lobbys en vue de la destitution du Bureau permanent. Cette initiative se justifierait par l'appui apporté par ce bureau aux frondes contre l'Exécutif et sa gestion financière opaque. (p.3)
- **Les Nouvelles et la Gazette de la Grande Ile**, tout en partageant l'opinion des journaux cités précédemment, voient dans cette session ordinaire, l'occasion pour la majorité présidentielle de s'affirmer puisqu'elle n'a pas pu le faire lors de la dernière réunion extraordinaire. (p.3)
- Des députés estiment que de nombreux points méritent d'être discutés durant cette session notamment le cas du parlementaire d'Ankazoabo Sud Mara Niarisy, le Pacte de responsabilité et les sénatoriales, qui auraient dû faire l'objet de discussions préalables. Par ailleurs, certains élus se sont interrogés sur la logique d'examiner la Loi de Finance Initiale durant cette réunion ordinaire alors que la Loi de Finance Rectificative, qui devrait en être la base, n'a pas encore fait l'objet de cette procédure. (Les Nouvelles p.3)
- A propos de la Loi de Finance Rectificative, **Madagascar-Laza** a tenu à rappeler les propos du Premier ministre qui, en marge de son entretien avec l'ambassadeur de Russie, a indiqué qu'elle sera juste soumise à l'Assemblée nationale pour « régularisation ». (p.2)
- Cette destitution du Bureau permanent est incontournable, d'après la **Gazette de la Grande Ile**. En effet, les vice-présidents tels que Jao Jean et Hary Andrianarivo, qui ont toujours constitué des obstacles à la mise en œuvre du Mémorandum de stabilité, font partie des raisons qui justifient le projet de l'Exécutif. Le pouvoir en place a donc tout intérêt à remplacer les membres de cette structure par des personnes capables de défendre le document « imposé » par le Président de la République. (p.3)

COMPOSITION DU SENAT : L'EXECUTIF PREVOIT L'ELABORATION D'UNE NOUVELLE LOI

La loi organique sur la Chambre haute prévoit que le nombre de sénateurs sera fixé par un décret pris en Conseil des ministres. Il semblerait pourtant que l'Exécutif prenne tout son temps pour fixer le nombre d'élus qui siègeront au Sénat car jusqu'à présent, aucune initiative allant dans ce sens n'a été communiquée. Selon une source proche du pouvoir, si l'Exécutif tarde autant à déterminer le nombre de sénateurs, c'est qu'il envisage l'élaboration d'un projet de loi visant à modifier certains points des textes régissant le Sénat. La même source rapporte que les dernières propositions évoquent soixante-trois sénateurs dont vingt et un désignés par le Président de la République et quarante-deux à élire, à raison de 7 par province (L'Express de Madagascar p.5)

- Le quotidien dit être intrigué par cet éventuel projet du Gouvernement étant donné que la Loi organique lui accorde déjà le plein pouvoir quant à la détermination du nombre de sénateurs à élire. (L'Express de Madagascar p.5)

Economie et société

FAMINE : LES MAIRES DU GRAND SUD APPELLENT AU SECOURS

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Les sept maires élus dans les districts de Tsihombe et de Beloha ont tenu une conférence de presse, hier à Analakely, afin d'interpeller l'Etat sur la situation alarmante qui se manifeste dans la région Sud du pays. En effet, cela fait presque un an qu'il n'a pas plu dans cette partie de la Grande île d'où la « grande sécheresse » actuelle et la famine qui fragilisent gravement la population. **(Les Nouvelles p.8)**. Ces maires ont ainsi mis l'accent sur l'insécurité alimentaire, notamment l'élu de Tsihombe qui fait état de quelques dix mille neuf cent soixante-dix-sept personnes de sa commune souffrant de mal nutrition aiguë. Des décès ont même été recensés à raison de trois à six personnes, en moyenne par jour. Face à la situation critique qui ne cesse d'ailleurs d'empirer, beaucoup préfèrent se déplacer dans les villes avoisinantes. « Trois taxi-brousses complètement bondés quittent par semaine le chef-lieu de district de Tsihombe contre deux auparavant » fait remarquer le maire de la commune de Faux Cap. Ces élus ont cependant tenu à préciser que des infrastructures servant à puiser l'eau sont disponibles dans leurs communes mais ne sont pas fonctionnelles, ne bénéficiant d'aucun approvisionnement en carburant. Quoiqu'il en soit, les maires intervenus lors de cette rencontre avec la presse estiment que le Programme Alimentaire Mondial devrait poursuivre ses actions dans le Sud **(Midi Madagasikara p.2 ; L'Express de Madagascar p.9)**

- Les maires, se sentant impuissants face à cette catastrophe, interpellent sur l'insuffisance des ressources financières mises à leur disposition. Selon eux, les 60 000 à 80 000 Ariary par an qui leur sont accordés ne suffisent pas pour aider la population. **(L'Express de Madagascar p.9)**
- La BNGRC a tenu à faire savoir qu'il est encore nécessaire de recouper les informations révélant l'existence de cas de décès en raison de la famine. Par ailleurs, la FAO et le PAM effectueront des enquêtes afin de déterminer l'ampleur de cette sécheresse. **(Midi Madagasikara p.2)**
- **Madagascar-Laza** évoque un bilan plus alarmant en rapportant que dix personnes par jour périraient de la famine dans le Sud. **(p.8)**

PREMIER BILAN DE L'OPERATION FAHALEMANA : 100 MORTS RECENSÉS

Deux mois après le début des opérations, l'Etat-major publie un premier bilan faisant état de quatre-vingt-onze dahalo ainsi que neuf militaires décédés et dix-huit éléments des forces de l'ordre gravement blessés. Betroka s'avère être la zone où l'on a enregistré le plus de décès de dahalo, aux alentours d'une cinquantaine d'individus. La quarantaine de bandits restants ont péri dans les districts d'Ikalavony et Ankazoabo. En outre, soixante-dix fusils de chasse ont été réquisitionnés au cours de ces deux mois d'opération et quatre-mille neuf cent têtes de zébus récupérés. **(L'Express de Madagascar p.12)**

LES MEDECINS INTERNES REVENDIQUENT LE PAIEMENT DE LEURS 4 MOIS DE SALAIRE

Les médecins internes ou étudiants en médecine en 7ème et 8ème année et les médecins qualifiants ont procédé à un sit-in, hier à l'hôpital Befelatanana, pour interpeller le ministère de la Santé publique sur le paiement de leurs 4 mois de salaire. A l'occasion d'une conférence de presse, ils ont fait savoir que leur mouvement s'intensifiera dans les jours à venir si les 600 médecins, dispersés dans tous les Centres Hospitaliers Universitaires et même les Centres de Santé de Base, ne sont pas rémunérés dans les plus brefs délais. Les manifestants ont par ailleurs affirmé que la tenue d'une grève générale n'est pas à écarter. **(Midi Madagasikara p.5 ; L'Express de Madagascar p.9 ; Les Nouvelles p.9 ; La Vérité p.5 ; Tia Tanindrazana p.5)**

- De l'avis de **Midi Madagasikara**, la situation est délicate pour le ministère de la Santé publique qui a bénéficié d'un petit temps de répit suite à la grève avortée des paramédicaux.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Ce département ministériel ne devrait cependant pas prendre la grève du personnel de la santé à la légère car elle touche directement la population, soutient le quotidien. (p.5)

- *Un responsable auprès de l'établissement hospitalier de Befelatanana a accusé les internes en médecine de s'être adonnés à des manifestations illégales car ces derniers n'auraient pas respecté les procédures de grève. Propos contredits par les grévistes qui ont souligné qu'ils ont tenté à plusieurs reprises d'avertir les chefs de service, mais sans succès. (Madagascar Matin p.4)*

2nd FORUM NATIONAL URBAIN : RELANCE DU DEBAT SUR LE GRAND TANA

Le second forum national urbain, initié par le ministère d'Etat en charge des Projets présidentiels, de l'Aménagement du territoire et de l'Equipement, a ouvert ses portes hier au Carlton Anosy. Ayant pour objet de réunir les acteurs concernés par l'urbanisation, allant des bailleurs de fonds aux sociétés civiles en passant par les collectivités territoriales décentralisées, ce forum constitue une étape importante dans la mise en œuvre de la Politique Nationale de Développement Urbain, a souligné le ministre Rivo Rakotovao. (Madagascar-Laza p.2) En outre, le Directeur général du département, Gérard Andriamanohisoa a fait savoir à l'occasion que le projet Grand Tanà allait être relancé. Pour ce faire, les maires concernés vont être prochainement réunis en vue de la mise place d'une structure. Il ne s'agira cependant que d'une plateforme d'échanges entre les élus, soutient l'Association des Professionnels de l'Urbain de Madagascar, qui affirme par ailleurs qu'il s'agit plutôt d'un projet de « région métropolitaine d'Antananarivo » et non du projet évoqué par le DG. (L'Express de Madagascar p.10)

- *Madagascar-Laza a tenu à faire remarquer l'absence de Lalao Ravalomanana à la cérémonie d'ouverture de l'évènement alors que plus de 180 maires y ont assisté. Le quotidien se demande ainsi: « la tension entre le régime et le parti Tiako I Madagasikara persiste-t-elle ? » (p.3)*
- *Concernant la réactualisation du projet Grand Tanà, l'APUM soutient que cette initiative de créer une plateforme des maires sera vouée à l'échec comme il a été le cas pour l'organisme public de coopération intercommunale d'Antananarivo ou FIVTAMA. Le manque de techniciens et de vision à long terme des politiciens entraveront certainement l'aboutissement du projet. (L'Express de Madagascar p.10)*

Politique internationale

MAURICE TSIAVONANA : LIMOGÉ DE SON POSTE DE CONSUL ADJOINT PAR INTERIM DU CONSULAT GENERAL DE MADAGASCAR A MARSEILLE

Maurice Tsiavonana, chargé d'affaires et consul adjoint par intérim au consulat général de Madagascar à Marseille, vient d'être démis de ses fonctions. Pour l'heure, aucune déclaration officielle n'a été faite. En effet le ministère des Affaires étrangères ne laisse filtrer aucune information à propos de cette affaire. De son côté, le principal concerné dénonce « une décision contraire à la procédure », n'ayant même pas été notifié de ce limogeage. L'information lui serait parvenue par l'agent comptable qui aurait annoncé la suspension de son salaire. (Midi Madagasikara p.3, Tia Tanindrazana p.3)

- *Selon des sources proches d'Ambohitsirohitra rapportées par Midi Madagasikara, les tenants du pouvoir auraient considéré la longue présence de Maurice Tsiavonana dans la Grande Ile, durant la période électorale de 2013, comme un abandon de poste (p.3)*

RENFORCEMENT DE LA COOPERATION MILITAIRE AVEC LA RUSSIE EN VUE

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité

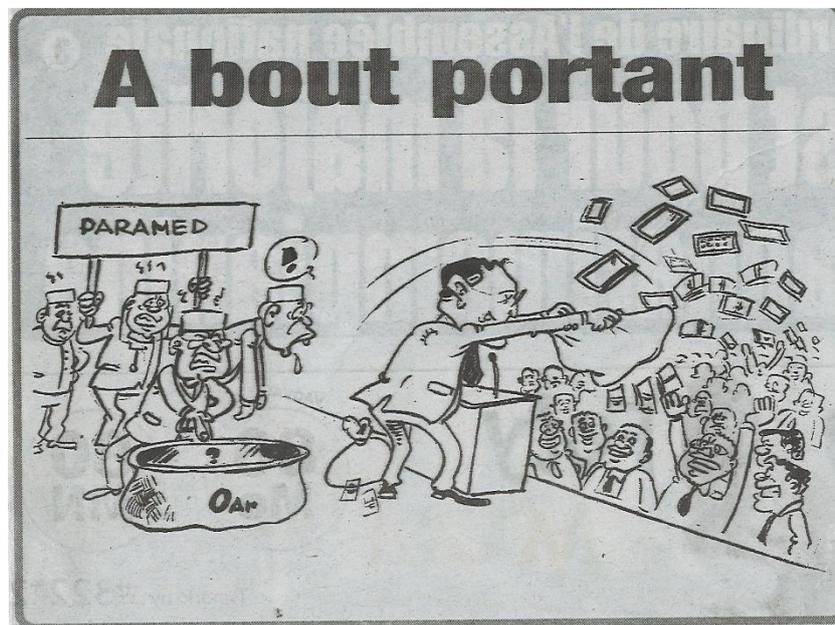


Le Premier ministre Jean Ravelonarivo a reçu hier, à Mahazoarivo, l'ambassadeur de la Fédération de Russie à Madagascar Ahkmedov Stanislav Anvarovich et l'émissaire du ministère de la Défense russe, le colonel Oleg Burgov. Les discussions ont tourné autour d'un renforcement de la coopération militaire entre les deux pays par le biais de l'octroi de formation aux officiers et sous-officiers malgaches ainsi qu'un soutien, en termes d'équipements et d'entretien. La livraison d'aéronefs pour l'armée de l'air est également envisagée. Dans ce contexte, des techniciens de l'armée russe débarqueront incessamment au pays en vue de faire un inventaire des besoins. (Midi Madagasikara p.3 ; L'Express de Madagascar p.5 ; Les Nouvelles p.2 ; Madagascar-Laza p.3 ; La Gazette de la Grande Ile p.4 ; La Vérité p.3 ; Takoritsika p.5)

ATTALAH BEATRICE RECOIT DEUX NOUVELLES LETTRES DE CREANCE

Les ambassadeurs du Swaziland, Christian Muzie Nkambule et du Venezuela, José Pena Labrador, résidant tous deux à Maputo Mozambique, sont venus déposer la copie figurée de leurs lettres de créance au ministère des Affaires étrangères hier. Le diplomate swazie a profité de l'occasion pour préciser que l'agriculture était le domaine qui intéresse principalement son pays dans le cadre de sa coopération avec Madagascar. Le représentant vénézuélien, pour sa part, a indiqué que son pays entretient pour la première fois une coopération bilatérale avec la Grande île. (L'Express de Madagascar p.5 ; Les Nouvelles p.2)

Un peu d'humour



La Vérité p.2

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :
Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Honorine RAMISARIVÉLO: misa.ramisarivelo@eces.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

